

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 17 janvier 2020

CAUSERIE ET INFOS

Vous voulez en savoir plus ? Vous avez du bol, ici c'est gratuit et on ne vous demande même pas de verser un don, profitez-en.

Pour se mettre dans l'ambiance et au-dessus parce que c'est génial ! :

- [2CELLOS - Highway To Hell \[Live at Sydney Opera House\]](#)
- [2CELLOS - Pirates Of The Caribbean \[OFFICIAL VIDEO\]](#)
- [2CELLOS - Thunderstruck \[OFFICIAL VIDEO\]](#)
- [2CELLOS on 1 cello! Every Teardrop Is a Waterfall - Coldplay](#)

C'est génial !

- [2CELLOS - I Will Wait \[OFFICIAL VIDEO\]](#)

Des paysages extraordinaires.

Je vous conseille de lire ou relire dans cette page les deux extraits de *L'impérialisme et la scission du socialisme* de Lénine. Pourquoi ? Lisez cette causerie et vous le saurez.

Vidéo

Pour sortir de la médiocrité ambiante et abêtissante :

- La gouvernance par les nombres par Alain Supiot professeur au Collège de France - Fondation Hugot du Collège de France (2012-2014)

<https://www.youtube.com/watch?v=xeG-azZ41f8&list=PLwl60Z8ihqF48o9Z3QYoHaAAIlgHB0CcWx>

Ce cours brillant pêche cependant par ses lacunes, parce que son auteur a tenu à dissocier la crise du système économique de la crise institutionnelle pour se concentrer sur cette dernière, sans toutefois pouvoir évacuer de son exposé l'aspect économique, qui selon notre analyse demeure déterminant. Cela dit je vous conseille cette série de 7 courtes vidéos qui permet de réfléchir à de nombreux aspects ou facteurs qui composent la situation.

Comme la plupart ou tous les professeurs du Collège de France, Alain Supiot est un esthète, polyglotte, il a acquis des connaissances dans de très nombreux domaines, il se livre à une analyse transdisciplinaire qui lui permet d'avoir une vue d'ensemble de la situation qui reflète assez bien la réalité, beaucoup mieux que peuvent le prétendre la plupart de nos contemporains, y compris les militants en général.

Réflexion préliminaire.

Obstinément, délibérément, cyniquement, foutu pour foutu, surtout ne changez rien !

Il y aurait du bon et du mauvais en toute chose, pensée, décision, déclaration, action, évènement, mesure, ainsi pensent les démagogues ou populistes qui nous abreuvent des mêmes théories, dogmes, mots d'ordre ou stratégies depuis plus d'un demi-siècle avec le succès que l'on sait.

Tout est contradiction et mouvement, dialectique, certes, à condition toutefois de prendre les choses dans l'ordre où elles se présentent ou se réalisent, de les laisser à leur place au lieu de se livrer à des manipulations, sinon on en arrive facilement à l'aberration qui consiste à oublier ou nier tout simplement que certaines causes entraînent certains effets et non l'inverse. Autrement dit, quand on a tendance à confondre les deux ou à les inverser on ne comprend plus rien à la situation et on aboutit à l'effet ou à l'objectif inverse de celui recherché, soit dit en passant, ce qui a le don de surprendre encore certains, si peu généralement, peu importe, car finalement c'est de la faute à pas de chance ou à la fatalité, ce qui arrange bien les uns et les autres qui peuvent ainsi continuer à nuire tranquillement à notre cause au lieu de la servir.

Paradoxalement, le niveau de vie actuelle des masses est le principal handicap à son émancipation du capital, parce qu'elles commettent l'erreur fatale de l'attribuer au capitalisme au lieu de l'attribuer à la lutte de classe du prolétariat, des générations passées.

N'allez pas croire pour autant que je me réjouirais de la baisse de leur niveau de vie ou des coups qui leur sont portés, ça c'est l'argument scélérat avancé par ceux qui nient farouchement ce facteur, parce qu'il met en lumière leur responsabilité ou leur rôle déterminant dans l'orientation dramatique et pour un peu inexorable de la situation, et qui par conséquent n'y font jamais référence ou refusent systématiquement de l'aborder sérieusement.

Cela signifie qu'ils considèrent que le comportement des masses ne dépendrait pas de leurs conditions ou qu'elles n'auraient aucune incidence sur leur volonté ou décision, partant de là on peut prêter toute sorte d'interprétation à leur comportement ou on peut leur prêter toute sorte d'intentions, de préférence qui leur sont étrangères, du moment qu'ils sont conformes à la théorie gravée dans le marbre de nos dirigeants, le reste importe peu à leurs yeux ou ils s'en lavent les mains. Et bien, permet-moi de ne pas en être.

Maintenir les masses dans l'ignorance qu'elles sont les principaux acteurs du processus historique et que son orientation en dépend est criminel. Cela aura pour conséquence politique de les conduire à la résignation ou à placer leur confiance ou destin dans des acteurs ou des institutions qui oeuvrent à leur perte, ce qui revient au même à l'arrivée.

Rêvez, rêvez, rêvez... et le réveil sera particulièrement douloureux ou dramatique.

- Un emploi, une maison, un caddie rempli: les Français ne rêvent plus de ça - huffingtonpost.fr 17 janvier 2020

Ce rêve français correspondait aux "promesses" suivantes: si tu fais des études, tu auras un emploi stable et plutôt bien rémunéré avec une progression continue de tes revenus. Vers la trentaine, tu pourras devenir propriétaire de ton logement, un appartement dans une grande ville ou bien une maison dans une banlieue résidentielle. Tu auras accès à tout le confort moderne, tu auras une, voire deux voitures, tu pourras remplir ton caddie dans les hypermarchés chaque samedi, manger de la viande à tous les repas, accéder à la société de consommation et de loisirs, et partir en vacances en avion. À partir de la quarantaine, tu pourras même devenir propriétaire d'une résidence secondaire. Puis tu pourras partir en retraite assez jeune et en bonne santé avec un montant de pension plutôt confortable. Parallèlement, tu bénéficieras d'une protection sociale

étendue, tes enfants pourront accéder à l'enseignement supérieur et être dans une logique d'ascension sociale. Cet idéal s'inscrivait dans le cadre d'une société laïque, mais tout de même influencée par une "matrice culturelle" catholique, plutôt homogène d'un point de vue culturel où la grande majorité de la population avait le sentiment d'appartenir à une vaste classe moyenne, où le "modèle" dominant restait celui de la famille composée d'un couple hétérosexuel avec deux enfants et où l'objectif global restait celui de la croissance économique avec en toile de fond, une foi assez communément répandue dans la science, la technologie et le progrès.

Or, il paraît de plus en plus évident que ce rêve soit ne fait plus rêver une partie de la société, soit semble largement inatteignable pour nombre de Français. En effet, celles et ceux pour qui cela reste un idéal atteignable semblent être de moins en moins nombreux. Ce sont en particulier des catégories supérieures et des classes moyennes supérieures vivant plutôt en province, et pas nécessairement dans les plus grandes agglomérations, et qui sont le plus souvent des Baby boomers (nés entre 1945 et 1965) et des Générations X (nés entre 1965 et 1980).

Pour les autres, cela paraît plus compliqué. Il y a tout d'abord celles et ceux qui partagent ce rêve, mais pour qui celui-ci est largement hors de portée. C'est bien évidemment le cas des catégories pauvres et précaires, mais aussi d'une grande partie des catégories populaires et des classes moyennes inférieures, qui ont le sentiment de "décrocher". En dépit de leurs contraintes budgétaires, ils vont tout de même tout faire pour essayer de vivre ce rêve en recourant à ce que Jérôme Fourquet appelle l'"économie de la débrouille", en vivant de plus en plus éloignés de leur lieu de travail ou bien en cumulant les crédits. C'est sans doute ce sentiment de ne pouvoir réaliser pleinement ce rêve français qui a nourri le mouvement des gilets jaunes.

Il y a aussi toutes celles et ceux qui n'ont pas les moyens de concrétiser ce rêve, mais qui n'y aspirent pas, notamment par rejet du consumérisme au nom d'une nécessaire transition écologique. Ce sont des employés et des cadres moyens de la fonction publique et de l'économie sociale et solidaire, des jeunes ou encore des intellectuels et des artistes précaires.

Et puis, il y a aussi celles et ceux qui ont les moyens de vivre ce rêve, mais qui n'en veulent pas, notamment parce qu'ils vont le trouver peu écologique ou même ringard en considérant que c'est un rêve "petit-bourgeois", voire de "beauf". C'est le cas d'une partie des catégories supérieures dans les plus grandes agglomérations, notamment des jeunes cadres citadins "Millennials?", mais aussi des étudiants de grandes écoles qui ont massivement signé le Manifeste étudiant pour un réveil écologique, de leaders d'opinion (universitaires, artistes, etc.) ou de militants de causes spécifiques (LGBT, végétariens, etc.). Même s'ils sont souvent loin d'être toujours cohérents entre ce qu'ils affirment et ce qu'ils font réellement, ces individus tendent à se montrer plutôt critiques vis-à-vis des valeurs fondamentales de ce rêve (individualisme, matérialisme, consumérisme) en dénonçant notamment les "4 cavaliers de l'apocalypse" écologique que sont la voiture, la surconsommation, la viande et l'avion.

Jusqu'aux années 1980, il y avait cette idée très giscardienne des deux Français sur trois qui partagent les mêmes valeurs et les mêmes objectifs au sein d'une immense classe moyenne. À l'évidence, ce n'est plus le cas. Une partie des Français n'est, en effet, plus en mesure de suivre suite à plusieurs évolutions structurelles: mutation de l'économie liée à la désindustrialisation, à la mondialisation ou à l'ubérisation conduisant à un chômage de masse, à une précarité et à une insécurité économique et sociale, net accroissement du coût du logement et plus largement des dépenses dites "contraintes", etc. Une autre partie notable de Français n'adhère plus à cet idéal, qu'ils aient ou pas les moyens de l'atteindre. Finalement, seule une minorité désormais semble vivre encore ce rêve français.

Le malaise français semble donc résider à la fois dans la frustration d'une partie notable de la population et dans le fait que les différentes "îles" de l'archipel français n'aspirent plus aux mêmes objectifs. [huffingtonpost.fr](https://www.huffingtonpost.fr/2020/01/17/) 17 janvier 2020

LVOG - C'est toujours intéressant de savoir ou d'avoir des renseignements assez précis sur les bataillons qui sont derrière les causes à caractère identitaire ou à qui s'adressent les différents volets de la propagande officielle, qui prétend combattre le communautarisme alors qu'elle l'alimente et l'instrumentalise, pour briser la résistance de la majorité qui s'oppose ou rejette l'orientation de la société qu'ils veulent lui imposer...

D'un côté les catégories supérieures (CSP+) et les classes moyennes supérieures, les bataillons de Macron et LREM, la minorité en guerre contre la majorité. De l'autre, les catégories populaires et les classes moyennes inférieures qui se paupérisent ou se prolétarisent, le camp des abstentionnistes, des désabusés, des démoralisés, des sacrifiés. Entre les deux, ceux qui issus des catégories populaires et des classes moyennes inférieures, parviennent encore à s'en sortir parce qu'elles cumulent deux salaires avec d'importantes variations en fonction des générations, elles sont partagées entre les deux camps en privilégiant le premier, parce qu'elles conservent des illusions dans le capitalisme et les institutions, jusqu'à quand ?

Et en Chine ou en Inde ?

LVOG - S'ils ne sont pas "*en mesure de payer les soins de santé et les frais d'éducation, en plus de loyers élevés*", c'est forcément la faute du communisme !

- Chine: Plus faible taux de natalité en 70 ans - Reuters 17 janvier 2020

La Chine a connu l'an dernier son taux de natalité le plus faible depuis la fondation de la République populaire, en 1949, d'après des statistiques officielles communiquées vendredi.

Le taux de natalité s'est situé à 10,48 pour mille, selon le Bureau national des statistiques (BNS). Le nombre de nouveaux-nés a reculé l'an dernier d'environ 580.000, à 14,65 millions.

L'abolition de la politique de l'enfant unique, en 2015, n'a pas permis de contribuer à une hausse des natalités, de nombreux couples étant réticents à devenir parents par crainte de ne pas être en mesure de payer les soins de santé et les frais d'éducation, en plus de loyers élevés.

La population chinoise comptait 1,4 milliard d'habitants à la fin de l'année 2019, d'après le BNS, contre 1,39 milliard un an plus tôt. Reuters 17 janvier 2020

LVOG - En Inde où je vis, les travailleurs indiens font face à une rapide évolution de la situation économique, mais pas vraiment en leur faveur. Elle aboutit au même scénario qu'en Chine, en pire, puisque chaque famille a en moyenne 2 ou 3 enfants à charge, donc elles ne peuvent pas s'en sortir et doivent s'endetter lourdement de manière permanente, ce qui contribue à la dégradation de leur qualité de vie et à la détérioration de tous les rapports dans la société qui étaient déjà exécrables. C'est au point que même dans le meilleur des cas en cumulant deux salaires, ils doivent se priver sur tout et demeurent voués à la précarité à vie.

Cela se traduit notamment par la recrudescence de la violence et de délits en tous genres, vols, alcoolisme, suicides, actes d'incivilité, agressions, meurtres, la presse y consacre pas moins de deux pleines pages quotidiennement. Cela explique peut-être en partie pourquoi Modi (Le Premier ministre) a relancé l'hindutva

A lire :

- Inde: La dette des entreprises sera-t-elle le catalyseur de la prochaine crise? par Sushovan Dhar
- Mondialisation.ca 11 janvier 2020 - CADTM 30 décembre 2019

<https://www.mondialisation.ca/inde-la-dette-des-entreprises-sera-t-elle-le-catalyseur-de-la-prochaine-crise/5640475>

Lu dans un article.

- "La France de Macron n'est même plus une démocratie représentative. C'est pour reprendre la terminologie des "macronistes" : une "start-up nation".

Et, en cohérence avec ce terme, ces gens, hauts-fonctionnaires qui naviguent entre public et privé, hauts-cadre du privé qui sont nommés à des responsabilités publiques, tous ces gens gèrent la France comme une entreprise. Pour cela ils appliquent des techniques managériales et de communication qui ont été bien rodées dans la gestion des entreprises privées, et qui sont maintenant appliquées aux services publics et aux entreprises publiques (New Public Management).

Il est clair qu'une entreprise n'est pas le lieu où s'épanouit la démocratie : les salariés sont dans un lien de subordination vis à vis de ceux qui dirigent l'entreprise. Donc gérer la France comme une entreprise, revient à refaire des Français, non des citoyens qui peuvent et doivent participer à la vie publique, mais des sujets du monarque, tout comme sous l'ancien régime. La contre-révolution "macronienne", c'est revenir à une France d'ancien régime, sous couvert de techniques managériales "dites modernes" (cf. G.Orwell). Si Macron réussit cette contre-révolution, alors la France sera devenue non seulement une post-démocratie, mais un "nouveau" type "d'ancien régime", où un monarque et une noblesse dotés des pleins pouvoirs, exerceront un pouvoir sans partage sur la plèbe ramenée à l'état de sujets, voire de serfs.

L'enjeu du bras de fer actuel, n'est rien moins que cela. Et l'on voit déjà, comment ce pouvoir ne négocie rien, et passe tout en force, n'hésitant pas à user de brutalité s'il rencontre une résistance trop forte."

LVOG - Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas. Vous ne trouvez pas que ce qui est en train de se mettre en place ressemble étrangement au nouvel ordre mondial dont ils n'ont jamais cessé de faire la promotion ?

Les crétins ont été jusqu'à croire ce qu'on leur racontait sur les théories du complot, sans se soucier de la nature, de la personnalité ou de la fonction de ceux qui leur tenaient intentionnellement ce discours. Ils n'étaient pas à une contradiction près, alors qu'en réalité ces théories étaient uniquement destinées à les détourner de la réalité ou de ce qui se tramait dans leur dos ou sous leurs yeux, ce qui tombait très bien puisqu'ils ne voulaient pas le voir. Ils se seront faits berner comme des débutants, des amateurs ou de banals ignorants.

Sans abattre et neutraliser l'oligarchie, aucune issue politique n'est envisageable

- L'Assemblée nationale n'a pas mandat pour casser nos retraites ! - huffingtonpost.fr 16.01

Cette tribune est signée par le collectif Les Constituants, un collectif de citoyennes et citoyens né dans l'élan de la révolte des Gilets jaunes, du constat que, face à l'impasse politique, il appartient au peuple de revenir aux sources de la République en s'engageant dans un processus constituant.

Le 17 février, le projet de loi sur les retraites doit être examiné par l'Assemblée nationale.

En ne renonçant pas à l'examen parlementaire d'un texte qui a d'ores et déjà suscité le plus long mouvement social du dernier demi-siècle et auquel les Français s'opposent très majoritairement, le gouvernement bafoue la démocratie.

Utilisant tous les expédients offerts par l'actuelle constitution, il a même déjà annoncé qu'il pourrait passer par ordonnance pour imposer l'âge pivot et agite la menace du 49.3 pour se réserver, in fine, le bénéfice de la tenue d'un débat en bonne et due forme au Parlement.

Plus que jamais, les institutions sont donc tournées contre le peuple, au service d'un rapport de force dont l'issue espérée est la victoire de la minorité contre la majorité, et la représentation nationale est utilisée comme chambre d'enregistrement et caution morale d'un pouvoir en réalité entièrement concentré entre les mains du président de la République.

Pourtant, disons-le tout net: Emmanuel Macron n'a pas mandat pour toucher aux retraites.

Premièrement, parce que les millions de voix de barrage dont il a bénéficié contre Marine Le Pen ne valent pas blanc-seing pour désosser la solidarité nationale et faire place nette aux assurances et autres fonds de pension.

Deuxièmement, parce qu'il a menti aux Français. En effet, quand son programme mentionnait une mesure purement technique, qui ne devait avoir pour conséquence ni de reculer l'âge de départ, ni de réduire les pensions, la réforme qu'il défend désormais contre la volonté populaire renie ces deux engagements.

Pas plus que le président de la République dont ils procèdent, les députés de la majorité n'ont mandat pour abîmer ce qui fait le cœur de notre république depuis la Libération. Leur propre légitimité émanant directement de l'élection d'Emmanuel Macron, la réforme qu'ils adopteraient ainsi ne serait pas celle de la nation, mais celle d'un seul individu.

Alors que, depuis un mois et demi, des centaines de milliers de citoyennes et de citoyens font grève et descendent dans la rue pour exprimer leur refus d'une loi destructrice, il ne serait pas acceptable de laisser le processus législatif se poursuivre comme si de rien n'était.

Par ses manœuvres politiciennes, Macron ressuscite le vieux monde et nous ramène au régime des partis: la droite critique un texte qu'elle juge vidé de sa substance, la gauche un texte jusqu'au-boutiste, et Macron d'user de cette position d'entre-deux pour faire croire à une position d'équilibre. Mais à l'heure où le président se fait fort de réaliser le programme de la droite libérale, cette posture est au mieux un leurre, plus certainement un piège. Car à ce jeu-là, la suite de l'histoire est écrite d'avance. Les opposants à la réforme auront beau défendre brillamment leurs arguments dans l'hémicycle, à la fin des fins, la loi sera adoptée, les petites gens pourront bien travailler jusqu'à l'épuisement, les retraités être de plus en plus pauvres et les grands capitalistes faire main basse sur l'épargne des classes moyennes qui peuvent encore se permettre de mettre de l'argent de côté.

Au total, c'est la société tout entière qui aura renoncé à l'une des promesses de sa fondation: permettre à chacun de terminer sa carrière à un âge raisonnable, tout en continuant d'être rémunéré dignement.

Depuis plus d'un an maintenant, les Françaises et les Français disent leur volonté de révoquer le théâtre d'ombres qu'était devenue la politique pour se réapproprier leur souveraineté. Mais Macron qui ne les entend pas continue de mettre en œuvre les vieilles tactiques de la république monarchique.

Une option moins déshonorante pour lui et plus conforme à l'esprit des institutions aurait été de soumettre son texte au référendum. Et cette option lui aurait encore donné l'avantage, aussi vrai qu'avoir le choix des mots, c'est avoir le choix des armes.

Aujourd'hui, nous devons lui dire que sa tentative de passage en force doit s'arrêter là.

Nous devons lui dire qu'on ne réécrit pas le contrat social sur un coin de table, avec BlackRock pour commensal.

Nous devons lui dire que sa majorité n'a pas de délégation de souveraineté pour porter atteinte aux conditions matérielles d'existence des générations futures.

Nous devons affirmer que le temps constituant est arrivé, et qu'au point où nous en sommes de la décomposition du système politique, seul un processus de refondation permettra de remettre à l'heure les pendules de la démocratie; de redéfinir, toutes et tous ensemble, les principes fondamentaux de la société dans laquelle nous souhaitons vivre et vieillir. huffingtonpost.fr 16.01

LVOG - Nous, nous n'avons absolument rien à dire à Macron !

Les meilleures intentions du monde n'ont jamais remplacé les enseignements de la lutte de classe, un programme, une stratégie, un parti ouvrier révolutionnaire. Le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine n'a aucun sens ou est désuet, s'il ne repose pas sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et l'expropriation de l'oligarchie.

La machine infernale de la collaboration de classes.

LVOG - La question des retraites est fondamentale puisqu'elle pose directement la question du pouvoir, de l'Etat, du régime, de la société dans laquelle nous voulons vivre.

- Un autre appel à la grève et aux "manifestations interprofessionnelles" a d'ores et déjà été lancé pour le vendredi 24 janvier, jour de l'examen du projet de loi en Conseil des ministres. huffingtonpost.fr 16.01

LVOG - J'ai lu dans cet article les déclarations d'Yves Veyrier pour FO, de Nathalie Verdeil de la CGT, d'Éric Bleynel, porte-parole de Solidaires, se félicitant des "avancées" obtenues pour certaines catégories de travailleurs qui bénéficient de régimes spéciaux, de la mobilisation disloquée sur des bases corporatistes, le tout au détriment d'un hypothétique appel à la grève générale sur le mot d'ordre du retrait qui seuls seraient susceptibles de mobiliser des millions et millions de travailleurs, ce dont ces agents de l'oligarchie financière ne veulent surtout pas entendre parler.

Ils ont tout simplement oublié que la grève générale ne se décrétait pas !

POID - Communiqué du Comité national de liaison «Ne touchez pas à nos retraites» 10 janvier 2020

Extrait. «En bas, dans les assemblées générales avec les organisations, l'unité est largement réalisée dans la grève pour le retrait de la «retraite par points». En bas les travailleurs sont prêts.

Les directions des confédérations syndicales, CGT, Force Ouvrière, avec la FSU et Solidaires, qui depuis le 5 décembre se sont positionnées pour le retrait de la réforme ont une responsabilité:

Appeler, maintenant à la grève générale!».

C'est le moment!

LVOG - Mais apparemment, si on en juge par le peu de mobilisation des travailleurs qui bénéficieraient de conditions leur permettant de faire grève sans être inquiétés le samedi 11 janvier, on en conclut qu'ils considéraient que ce n'était pas encore le moment. Pourquoi ? Devinez.

En lisant que "*les directions des confédérations syndicales (...) se sont positionnées pour le retrait*", un travailleur lambda pourrait croire qu'elles étaient sincères et être ainsi induit en erreur. Volontairement ou non ? Devinez, lisez la suite pour avoir la réponse.

Ne tomber pas dans leur piège.

Editorial de la Tribune des travailleurs (POID) du 15 janvier 2020.

- Ne pas tomber dans le piège Macron-Philippe-Berger par Daniel Gluckstein

- Une certaine presse salue « l'habileté » d'Édouard Philippe. Plaçant au cœur du débat sur les retraites la question de leur financement, le Premier ministre aurait réussi à amener les syndicats sur son terrain.

La réalité, c'est qu'en cette sixième semaine de grève la lutte de classe n'a pas dit son dernier mot. Mais il est vrai qu'un piège est tendu.

LVOG - Faire croire que les braves dirigeants syndicaux seraient nés de la dernière pluie et pourraient tomber dans un minable piège tendu par le gouvernement en place, c'est l'exercice privilégié auquel se livre Gluckstein depuis des décennies afin de les ménager. Cette fois il se sert des médias pour nous rejouer ce mauvais numéro d'illusionniste.

TT - En outre, le pouvoir exige des syndicats qu'ils définissent les conditions de l'équilibre financier. Que leurs propositions soient retenues ou non (dans ce cas, le gouvernement imposera ses vues), les organisations syndicales seraient sommées de participer à la gestion du futur système, dont les fonds relèveraient de fait du budget de l'État.

C'est l'instauration d'un régime corporatiste. Que la CFDT y soit favorable, c'est normal, elle l'est depuis sa fondation. Mais depuis 1958, les tentatives successives de la Ve République d'intégrer les organisations syndicales se sont toujours heurtées au refus de la CGT et de la CGT-FO. Le piège tendu aujourd'hui par Macron-Philippe-Berger menace la démocratie. Car il n'y a pas de démocratie quand les organisations ouvrières sont intégrées à l'État par le biais de l'élaboration de la loi et de la gestion du budget.

LVOG - Ce qu'oublie de préciser Gluckstein, c'est que les principaux syndicats sont déjà intégrés à l'Etat par le biais du Conseil d'orientation des retraites. La preuve.

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) www.cor-retraites.fr

Sur l'ensemble des questions de retraite (équilibre financier, montant des pensions, âge et durée d'assurance, redistribution, etc.), le COR élabore les éléments d'un diagnostic partagé et formule, le cas échéant, des propositions de nature à éclairer les choix en matière de politique des retraites.

Composé de parlementaires, de représentants des organisations professionnelles et syndicales, des retraités et des familles, de membres de l'administration et d'experts, le Conseil d'orientation des retraites (COR) est placé auprès du Premier ministre.

Quelques-uns de ses participants.

Virginie Aubin - secrétaire confédérale de la CFDT
Sylvie Bonnamy - membre de la Direction confédérale de la CGT
Françoise Dupont - secrétaire fédérale de FGF-FO
Annick Fayard - représentante de l'UNSA
Francis Lemire - représentant de la CFTC

Pierre Roger - représentant CFE-CGC

Erick Staelen - représentant de la FSU

Au côté des représentants du MEDEF, de la CPME et FNSEA...

LVOG - Comme on le voit ici, les syndicats sont directement impliqués dans l'élaboration de la politique des retraites qui sera appliquée ou qui est déjà en vigueur, à partir d'un "*diagnostic partagé*", donc je n'invente rien. Dès lors comment pourrait-il y avoir démocratie quand les organisations ouvrières sont déjà intégrées à l'État, ce qui explique en partie pourquoi Macron peut s'attaquer aux retraites sans prendre trop de risques, sachant que les dirigeants syndicaux sont acquis à sa cause... et pas seulement ! Il est là le facteur numéro 1 de division.

Le véritable piège consiste pour les travailleurs et les militants à écouter ou partager ce genre de discours, cette croyance, au lieu de s'en tenir strictement aux faits. Nous sommes manifestement en présence d'une imposture cynique.

Mimétisme. Quand les populistes font dans le catastrophisme en relayant la propagande officielle. La preuve.

- Australie : "Ces incendies, sans précédent dans leur ampleur et leur durée" francetvinfo.fr 16.01

- La Tribune des travailleurs (sur leur blog) : Australie en flammes, une catastrophe prévue de longue date.

Plus de six millions d'hectares (soit l'équivalent de dix départements français) ont été réduits en cendres...

LVOG - Impressionnant ma bonne dame, n'est-ce pas ? Qu'en est-il vraiment ?

La preuve de l'intox ou fake news.

- Les feux de brousse qui ravagent l'Australie ne sont pas dus au réchauffement climatique - climato-realistes.fr 14 janvier 2020

Extrait. Les incendies les plus ravageurs en termes de surfaces brûlées se sont produits pendant la saison 1974 à 1975, avec plus de 100 millions d'hectares brûlés, notamment dans le New South Wales (4,5 millions d'hectares), le nord (45 millions d'hectares) dans l'Ouest du pays (29 millions d'hectares), dans le Queensland (7,5 millions d'hectares) et dans le sud (19 millions d'hectares). Plus récemment, en 2002 plus de 38 millions d'hectares sont parties en fumées dans le Nord du pays. (Source Wikipedia) climato-realistes.fr 14 janvier 2020

LVOG - C'est marrant, à l'époque ils n'en avaient pas parlé, excusez du peu de 38 millions d'hectares parties en fumées, 100 millions d'hectares brûlés, à côté les 6 millions d'hectares de la fin de 2019 sont ridicules... ainsi que ceux qui instrumentalisent ce phénomène en grande partie naturel, l'autre étant dû à des actes de malveillance

- « Étant donné l'extension de ces feux, il est très probable qu'ils se soient déclenchés par une action humaine, accidentelle ou volontaire », explique Plonio Sist, spécialiste de la forêt tropicale au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). Car à l'exception de la foudre sèche, les sources naturelles d'incendie sont assez limitées, une température élevée et une faible humidité ne suffisent pas à elles seules à enflammer la végétation morte. Une étude PNAS a montré par exemple que 85% des feux ont une origine humaine aux Etats-unis.

La population de l'Australie a quintuplé au cours des 100 dernières années, passant de 5 à 25 millions. La pression démographique influe sur l'augmentation du nombre d'incendie, les zones les plus urbanisées s'étendant de plus en plus vers les régions sauvages. Par exemple, la banlieue Ouest de Sydney et les villes limitrophes sont situées à proximité immédiate du Parc National des Blue Mountains, région particulièrement touchée par les incendies cette année. Notons que le surnom de Blue Mountains est dû à la teinte de l'espèce botanique dominante, l'eucalyptus, d'ailleurs particulièrement inflammable.

En 2019, 183 personnes ont été déférées devant la justice australienne sous l'accusation d'incendie volontaire. Les suspects ont été arrêtés dans les états du Queensland, Nouvelle-Galles du Sud et Victoria, Australie méridionale et Tasmanie ces derniers mois. Un phénomène qui, nous pouvons le supposer, a également été multiplié par cinq (comme la population) au cours des 100 dernières années. climato-realistes.fr 14 janvier 2020

A cela s'ajoute la mauvaise gestion des forêts.

- Dès 2015 le spécialiste des feux de brousse ancien scientifique du CSIRO (Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation) David Packham avait déclaré :

« Les niveaux de combustibles forestiers ont empiré au cours des 30 dernières années en raison d'une "idéologie verte erronée", d'intérêts acquis, d'un échec politique et d'une mauvaise gestion, créant une menace massive de feux de brousse. »

Et il avait prévenu qu'à moins que l'objectif annuel de réduction des combustibles forestiers sur au moins 5% des terres publiques, « ne soit doublé ou de préférence triplé, une catastrophe massive de feux de brousse se produira. ». climato-realistes.fr 14 janvier 2020

LVOG - Je confirme qu'il en faut plus pour enflammer une forêt d'eucalyptus, il y en a tout près de chez moi jusqu'au terrain mitoyen du mien qui est ouvert et qui n'a jamais pris feu depuis 6 ans que j'habite ici. Le propriétaire a coupé à ras les arbres il y a 3 ou 4 ans, aujourd'hui sans apport d'eau ou d'engrais, sans aucun entretien, ils ont repoussé et atteignent environ 6 mètres de haut et 10 cm de diamètre. Quant à certains arbres que j'ai plantés dans mon jardin, les petites graines ont donné naissance à des troncs de 30 cm de diamètre et dépassent les 10 mètres de haut.

Enfonçons le clou dans cette supercherie.

Reuters 17 janvier 2020 : Les incendies ont (...) ravagé une surface équivalente à près d'un tiers de la superficie de l'Allemagne. LVOG - Voyons de quoi il retourne vraiment.

Superficie de l'Allemagne : 357.386 km². Un tiers = 119.128 km². Superficie de l'Australie : 7,692 millions km². 119.128 km² de 7,692 millions km² = 0,0015%, c'est ce qui s'appelle gi-gan-tes-que ! Vous avez compris ?

Bienvenue en macronerie.

Ils ont de la suite dans les idées contrairement à nous...

La différence fondamentale qui existe entre nos ennemis et nous, c'est qu'ils ont une conscience de classe, et ils sont déterminés à ce qu'elle se réalise, ce qui nous fait cruellement défaut.

- Réformes: Emmanuel Macron accélère, Édouard Philippe embraye - lefigaro.fr 16.01

En regardant la brève vidéo qui accompagnait cet article, c'était la première fois depuis que Macron a été élu que je le voyais et que je l'entendais, j'ai pu observer à quel point il était particulièrement crispé, excité, secoué par des spasmes de la tête au pieds, en proie à une crise de démence contenue uniquement par des gestes saccadés, bras ouverts, doigts écartés et tendus, puis noués, tordus nerveusement, serrant les poings.

Bref, on avait l'impression d'être en présence d'un personnage mal à l'aise, angoissé, obligé de se faire violence pour tenir son rôle et contenir ses faiblesses, qui peinait à se maîtriser parce qu'il n'avait pas forcément développé les facultés requises ou acquises suffisamment d'expériences pour être à la hauteur, continuellement sous tension ou au bord de l'explosion, exercice périlleux où tous les traits du psychopathe devaient jaillir malgré lui. On s'attendait une fois passée cette épreuve éprouvante, à ce qu'il demanda aux siens à huis clos s'il avait été très bien, comme un comédien dans sa loge une fois la représentation terminée.

Nous ne nous indignons pas du comportement des oligarques et leurs représentants, l'élite à leur service, il est dans l'ordre des choses. Nous ne nous fendons pas de grandes déclarations fracassantes ou radicales en apprenant leurs mensonges, frasques, turpitudes ou crimes, c'est dans l'ordre des choses. Nous n'avons pas besoin de ces vociférations ou gesticulations pour prouver la sincérité de nos convictions ou la détermination de notre engagement politique.

Quel cauchemar ! Illégitimes et persona non grata.

- Franck Riester annule ses vœux après l'annonce d'une action de la CGT - L'Express.fr 18 janvier 2020

"Les conditions ne sont pas réunies pour que la présentation des vœux aux professionnels de la Culture se déroule sereinement" selon le ministère de la Culture. L'Express.fr 18 janvier 2020

- Macron évacué du théâtre des Bouffes du Nord après le rassemblement de manifestants - huffingtonpost.fr 18 janvier 2020

- Prise à partie lors d'un meeting, Schiappa dénonce des opposants «très menaçants» - LeFigaro.fr 17 janvier 2020

La secrétaire d'État a dû quitter, jeudi à Paris, une réunion publique perturbée par des manifestants contre la réforme des retraites. LeFigaro.fr 17 janvier 2020

- Grève: L'accès au Louvre et à la pyramide bloqué par des manifestants - Le HuffPost 17 janvier 2020

- Les vœux du maire de Toulouse perturbés par des manifestants - Le HuffPost 17 janvier 2020

À Bordeaux, même scénario. Les vœux organisés par la députée LREM Catherine Fabre ont été perturbés par des protestataires. Selon des témoins sur place, des avocats sont venus devant la scène pour y jeter leur carte d'électeur, aux pieds de l'élue. Des manifestants présents dans la salle ont alors fait de même. La cérémonie des vœux a donc été interrompue. Le HuffPost 17 janvier 2020

- Macron condamne l'intrusion à la CFDT, une "honte pour notre démocratie" - L'Express.fr 17 janvier 2020

Pas besoin de les sonder pour savoir qu'ils ont eux aussi contracté la jaunisse.

- La cote de confiance d'Emmanuel Macron est en hausse en janvier - L'Express.fr 17 janvier 2020

Plus d'un mois après le début de la mobilisation contre la réforme des retraites, le chef de l'Etat gagne deux points en janvier, selon un sondage Elabe pour Les Echos et Radio Classique diffusé jeudi. L'Express.fr 17 janvier 2020

Dossier retraite.

La France s'enfonce dans le totalitarisme.

La victoire annoncée de Macron-BlackRock-syndicats ou le coup fatal porté au mouvement ouvrier en France.

Question : S'en remettra-t-il ? Voyez ce qui est advenu aux Etats-Unis depuis près d'un siècle et vous aurez la réponse.

Les conséquences de l'échec de la mobilisation du samedi 11 janvier programmée par les dirigeants syndicaux corrompus étaient prévisibles.

C'était un samedi, un jour de la semaine où les écoles, les universités et la plupart des entreprises étaient fermées, l'immense majorité des travailleurs et jeunes étaient donc disponibles pour descendre dans la rue et témoigner leur opposition à la retraite par points, mais apparemment ils ont estimé qu'ils avaient mieux à faire, comme s'ils étaient indifférents à leur destin.

Qu'est-ce que cela signifie, quels enseignements politiques en tirer ?

Peut mieux faire.

Le 24 janvier 2020 : 7e journée d'actions, ils en avaient organisé 14 pour faire passer la loi El Khomri-Macron.

- Moins mobilisés contre la réforme des retraites - euronews 17 janvier 2020

Pour cette nouvelle journée de mobilisation contre la réforme des retraites en France. On a dénombré 82.000 manifestants environ en régions, et 250.000 à Paris. euronews 17 janvier 2020

Symboles de ce refus de jeter l'éponge, le taux de grévistes a rebondi à plus de 10% ce jeudi à la SNCF, avec 30,5 % des conducteurs en grève (contre 22,4% la veille). Selon le ministère de l'Éducation, la mobilisation a également rebondi chez les enseignants, avec 6,60 % de grévistes dans le primaire et 6,83 % dans le secondaire. huffingtonpost.fr 16 janvier 2020

Ils se sentent directement concernés, mais leur confort immédiat passe avant tout en l'absence de conscience de classe.

- Réforme des retraites : 60% des Français soutiennent toujours le mouvement de grève - L'Express.fr 14 janvier 2020

Ceci explique peut-être cela. A quoi pensent-ils ?

- Changement climatique : serons-nous bientôt privés de vacances au ski ? - LePoint.fr

Les stations de sports d'hiver mettent, par dizaines, la clé sous la porte, révèle "Slate". En cause, notamment, une baisse de l'enneigement. LePoint.fr

Et le pire reste à venir. Dégénérescence programmée de l'espèce humaine. Fabrication de mutants, zombies.

- Écrans : l'exposition des jeunes enfants favorise les troubles du langage - LePoint.fr 14 janvier 2020

Télévision, ordinateur, smartphone, tablette... Les enfants naissent souvent dans un environnement hyperconnecté. Aujourd'hui, l'Organisation mondiale de la santé recommande de bannir toutes formes d'écrans pour les moins de 2 ans et de limiter au maximum leur utilisation pour les enfants entre 2 et 5 ans. Un moyen de lutter contre les conséquences néfastes de cette exposition précoce. Sédentarité, obésité, troubles du sommeil, troubles psychomoteurs et troubles cognitifs autant de comportements induits par la passivité des écrans chez les plus petits.

La règle du 3-6-9-12 édictée par le psychiatre Serge Tisseron permet de fixer des repères d'introduction des écrans dans la vie des enfants. Ainsi, il est recommandé de ne pas utiliser de télévision avant 3 ans. Avant cet âge, l'enfant a exclusivement besoin d'interagir avec son environnement en faisant appel à ses cinq sens. Bien loin de la passivité engendrée par la télévision. Aucun programme n'est réellement adapté à ce jeune âge.

À bannir également les écrans dans une pièce où se trouvent les enfants, même s'ils ne semblent pas y prêter attention. De plus, la règle du 3-6-9-12 préconise l'absence de console personnelle avant l'âge de 6 ans. Enfin, il est recommandé d'autoriser un accès à Internet après 9 ans et aux réseaux sociaux après 12 ans. Comme le résume Serge Tisseron, « les écrans ne nous menacent pas. C'est leur mauvais usage qui nous menace ». LePoint.fr 14 janvier 2020

Avec les plus grandes difficultés et non sans risque, ils résistent.

- "On trouve des stratagèmes" : des salariés du privé se mobilisent avec difficulté contre la réforme des retraites - francetvinfo.fr 16.01

Polytechnicien, cadre dans la finance, il fait partie du collectif Les Infiltrés, qui rassemble environ 300 cadres supérieurs et hauts-fonctionnaires. La semaine dernière, ce groupe a publié une tribune dans la presse, "Nous, cadres sup, aux côtés des grévistes", contre la réforme des retraites.

Si le mouvement de grève touche pour l'instant essentiellement des secteurs du public ou des entreprises publiques, des salariés du privé se mobilisent aussi, mais parfois avec difficulté. Célestin était dans la rue dès le 5 décembre contre la réforme, mais il a dû faire preuve d'imagination. "Quand il y a grève à l'école, il faut garder les enfants, ça c'est pratique, explique Célestin. Il y en a un des deux du couple qui garde les enfants et l'autre qui va manifester. Le cas le plus usuel, c'est de poser une journée de RTT, ce que moi j'ai fait, par exemple. On pose une RTT dans un simulacre de droit de grève qu'on ne peut pas avoir."

Célestin n'informe pas son patron, parce que dans son entreprise, faire grève est mal vu. "On se met forcément en marge de l'entreprise", explique-t-il. Selon lui, cet ostracisme amène souvent à des pressions : "Cela peut aller d'un peu de condescendance à un peu de sarcasme, voire un peu de harcèlement."

"Les gens ont véritablement peur, à terme, d'être licenciés, assure le cadre. Ils ne seront pas licenciés, bien évidemment, au motif qu'ils ont fait grève, mais c'est facile de trouver des motifs de licenciement, il ne faut pas se voiler la face."

Mais si les salariés du privé ont beaucoup de mal à se mettre en grève pour rejoindre les cortèges, c'est aussi parce que, selon Célestin, ces entreprises manquent d'esprit collectif. "Les gens sont dans une logique individualiste, par souci de se protéger eux-mêmes."

"Pour qu'un mouvement prenne de l'ampleur, il faudrait qu'on y aille en masse, estime Célestin. On est dans les cortèges, mais on ne peut pas le faire officiellement. Véritablement, la pression est extrêmement importante. En tous cas, dans le milieu privé dans lequel je suis, ça ne se fait pas comme ça en claquant des doigts." francetvinfo.fr 16.01

LVOG - Pourquoi les salariés ou agents des assurances, des banques, des organismes sociaux, des différents ministères, les étudiants, ceux des entreprises du CAC40, des quelque 2.000 grandes entreprises, de toutes les entreprises publiques, les retraités ne se mobilisent-ils pas ?

S'estiment-ils bien lotis ou déjà servis? S'en foutent-ils ? Pourquoi? Parce qu'ils auraient contracté des assurances vies, ils auraient placé leurs économies dans des actions, des plans d'épargne rémunérés, des fonds de pensions privés, ils auraient investi dans l'immobilier, l'or, l'argent, etc. ?

En complément.

- Le Code du travail se numérise pour devenir plus lisible par les salariés et les employeurs - francetvinfo.fr 16.01

En intégrant les 11 000 articles du Code du travail mais aussi 30 000 textes conventionnels, ce Code du travail numérique propose 2 500 réponses aux questions les plus fréquentes déclinées pour les 50 branches professionnelles les plus importantes. francetvinfo.fr 16.01

Le pivot de l'imposture ou le levier de l'enfumage.

Lu dans un article.

- La notion d'âge d'équilibre ou d'âge pivot est tout d'abord étrange dans un système par points. Personne ne semble avoir remarqué que cette notion est étrangère à la logique d'un système par point.

De fait, l'âge de 64 ans pose un vrai problème en cela que le taux d'activité, qui est encore de plus de 70% à 59 ans tombe à 19% pour 64 ans. Le principe d'un « malus » en-deçà de 64 ans revient à pénaliser une grande partie des futurs retraités qui ne pourront pas, même s'ils le voulaient, travailler jusqu'à 64 ans.

Mais, l'âge pivot est aussi un leurre. Serait-il retiré que le problème général d'une retraite « à points » resterait le même. Le mode de fixation du point, même fixé par une loi (et donc susceptible d'être fixé différemment par une autre loi) soulève un véritable problème. Les courbes d'évolutions dans le temps des salaires étant ce qu'elles sont en France, la prise en compte de toute la carrière aboutit mécaniquement à baisser les pensions, et en particulier pour les fonctionnaires.

Telle est, en réalité, la fonction de l'âge dit « pivot » ou « d'équilibre » : faire baisser les pensions, non « théoriques » mais « réelles » qui seront versées aux futurs retraités. Incidemment, cet âge « pivot » a aussi pour fonction d'inciter les mieux lotis à se constituer des retraites complémentaires par capitalisation et donc à développer la branche capitalisation dans le système actuel.

Il y a cependant une question cachée dans cette réforme des retraites. C'est celle de la compétitivité de l'économie française. Comment peut-on imaginer que nous soyons passés d'un ratio de 4 actifs pour 1 inactifs à la fin des années quarante à un ratio de 1,7 pour 1 aujourd'hui

sans prendre en compte les immenses progrès de la productivité du travail ? Mais, cette question en pose aussi une autre : du moment que les économies des pays de la zone Euro sont mises en concurrence sans le filtre possible d'une modification du taux de change, ce ne sont plus nos économies qui sont en concurrence mais nos systèmes sociaux. Or, l'Union européenne se refuse à établir la règle de convergence sur la situation du pays où le système social est le plus avantageux pour les travailleurs. C'est bien pourquoi l'Euro, et accessoirement l'UE, sont des questions cachées de cette réforme.

L'europhisme, c'est à dire la fétichisation des institutions européennes et de l'Euro, est une machine de guerre contre les droits sociaux, en France et dans les autres pays.

- Retraites: après le retrait de l'âge pivot, "il va falloir continuer à peser", estime Berger - AFP 14.01

Laurent Berger avait salué comme une "victoire" dimanche le retrait, par le Premier ministre Édouard Philippe, de la mesure prévoyant, à partir de 2022, un malus pour ceux qui partiraient avant un "âge pivot". AFP 14.01

LVOG - Il s'agissait bien de *"retirer provisoirement du texte sur les retraites la mesure de l'âge pivot à 64 ans en 2027 qui faisait tant polémique, sans renoncer à un âge d'équilibre dans le futur système"*. ce qui confirme année après année dans le présent comme dans le futur l'intention des représentations de cette ploutocratie de reculer l'âge de départ à la retraite à taux plein.

- Réforme des retraites : L'âge pivot retiré... à moitié - 20minutes.fr 13.01

- Les pistes pour résoudre le casse-tête de l'emploi des seniors - Journal du Dimanche 13.01

LVOG - Vous crèverez dans la misère, CQFD.

- 500 millions d'euros pour augmenter les profs dès 2021 - Le HuffPost 14 janvier 2020

LVOG - 70 à 90 euros nets mensuel en plus, monseigneur est trop bon !

En réalité rien n'a changé...

- Retraites : "Nous irons au bout de cette réforme", affirme Édouard Philippe - Franceinfo 13.01

- Édouard Philippe: «Un compromis ce n'est pas un recul» - LeFigaro.fr 13.01

Le premier ministre assure qu'il est «déterminé» à équilibrer financièrement le régime des retraites, malgré le retrait provisoire de l'âge pivot. LeFigaro.fr 13.01

- Âge pivot: Philippe continue de penser que c'est la meilleure solution - Le HuffPost 13.01

- Laurent Berger au JDD : "Le retrait de l'âge pivot, c'est une victoire pour tous les salariés" - Journal du Dimanche 13.01

Dans une lettre aux partenaires sociaux samedi, le Premier ministre Edouard Philippe a annoncé être "disposé à retirer" l'âge pivot de 64 ans du projet de loi, tout en conservant le principe d'un âge d'équilibre. Journal du Dimanche 13.01

- Retraites: "il n'y a plus aucune raison que la grève se poursuive", selon Elisabeth Borne - AFP 13.01

- Retraites: après l'esquisse de compromis du week-end, une sortie de crise incertaine - AFP 14 janvier 2020

Quand des syndicats sont "en charge d'élaborer" des lois antisociales, ce ne sont plus des syndicats ouvriers.

- Retraites: fidèle à son cadre, Philippe juge une mesure d'âge incontournable - AFP 14 janvier 2020

Après avoir reculé sur l'instauration d'un âge pivot à 64 ans pour équilibrer le système actuel de retraites, Édouard Philippe a redit mardi sa conviction: les partenaires sociaux ne pourront faire l'impasse sur une mesure d'âge s'ils veulent respecter leur promesse d'un déficit nul en 2027.

M. Philippe estime que les syndicats désormais en charge d'élaborer le financement au sein d'une conférence devront, à terme, se ranger à l'évidence. L'"ensemble de mesures" que pourrait soumettre cette conférence "contiendra-t-il une mesure d'âge ? Je le pense", a-t-il déclaré lors des questions au gouvernement. "Car je ne vois pas comment sinon on pourrait arriver à l'équilibre financier en 2027", a-t-il insisté.

Michel Beaugas, un des négociateurs de Force ouvrière, en est ainsi persuadé: "Au final, la conférence va s'aligner sur l'Agircc-Arrco (la caisse complémentaire des salariés du privé) en établissant un âge pivot à 63 ans", dit-il à l'AFP. Aboutissant ainsi à une sorte de compromis entre la volonté initiale de l'exécutif (64 ans) et l'âge légal actuel de départ à la retraite (62 ans).

Simplement, souligne M. Philippe, les organisations pourront se servir d'autres leviers pour aboutir non plus à une mesure unique mais bien à un "cocktail".

A ce titre, le Premier ministre a rappelé les limites de l'exercice: "nous ne voulons pas que les pensions baissent (...) et parce que nous pensons que c'est important pour la compétitivité de l'économie française, parce que nous nous battons pour rendre la compétitivité de l'économie française, plus grande, nous voulons qu'il n'y ait pas de hausse du coût du travail". AFP 14 janvier 2020

- Face aux nouvelles accusations de violences policières, l'exécutif infléchit son discours - AFP 13.01

Face à de nouvelles accusations de violences policières, le gouvernement a décidé d'infléchir sa rhétorique en appelant les forces de l'ordre à "l'exemplarité" avec un "usage juste et proportionné de la force". AFP 13.01

- "Violences policières", l'expression toujours tabou pour l'exécutif - Le HuffPost 16 janvier 2020

"Je ne peux pas accepter qu'on puisse dire qu'il y a une violence d'État, policière, qui serait organisée, a soutenu Sibeth Ndiaye jeudi 16 janvier sur France Inter, comme s'il y avait une attitude, de la part des forces de l'ordre, d'aller tabasser systématiquement des manifestants." La porte-parole se refuse à employer l'expression "violences policières". Ce qui semble être une constante au sein de l'exécutif. Le HuffPost 16 janvier 2020

Tartufferies.

- **Retraites: Mélenchon propose à la gauche une motion de censure contre le gouvernement**
- AFP 15 janvier 2020

- **Podemos: des sit-ins au gouvernement de l'Espagne - AFP 15 janvier 2020**

Le parti de gauche radicale Podemos s'assoit mardi pour la première fois à la table du conseil des ministres en Espagne, près de dix ans après le mouvement des Indignés dont il a émergé. AFP 15 janvier 2020

LVOG - LFI s'est alliée à Podemos qui gouverne avec le PSOE, l'équivalent du PS. Cherchez l'erreur, non, il n'y en a pas.

Quand les conséquences de la putréfaction du capitalisme atteint les classes moyennes.

- Plus de 1000 médecins hospitaliers ont envoyé une lettre de démission collective à Agnès Buzyn
- BFMTV 14 janvier 2020

1120 médecins hospitaliers, dont quelque 600 chefs de service, ont envoyé une lettre de démission collective, par mail, à la ministre de la Santé Agnès Buzyn.

"Pour l'instant cela reste une menace de démission si aucune négociation n'est déclenchée par la ministre. S'il ne se passe rien, les démissions individuelles seront envoyées le 31 janvier", assure le collectif Inter-Hôpitaux (CIH) à l'origine de cette initiative, contacté par BFMTV.com. "Il s'agira alors d'une démission des fonctions administratives, mais les médecins ne quitteront pas l'hôpital public et continueront à soigner les patients", poursuit-il.

"L'hôpital doit être réformé, mais il n'y a pas de grande réforme possible sans moyens", écrivent les signataires d'une lettre publiée en ligne, ce lundi, par Libération. Ils y dénoncent "l'insuffisance du plan d'urgence" qu'elle a dévoilé fin novembre avec le Premier ministre Édouard Philippe, après huit mois de crise.

Tous réclament "une revalorisation significative des salaires, en plus des diverses primes annoncées", une rallonge supplémentaire de 600 millions d'euros pour les hôpitaux en 2020 et "une révision profonde" de leur mode de financement et de leur gouvernance. BFMTV 14 janvier 2020

Poubelle la vie !

- Grand débat national : le contenu introuvable des cahiers de doléances - Franceinfo 15 janvier 2020

Il y a un an, les citoyens ont rempli 16 337 cahiers de doléances, en mairies. Des cahiers transmis ensuite aux préfetures pour que l'État les analyse.

Ces données, l'État les a gardées pour lui et ne les a jamais publiées sur Internet.

Relancée, l'administration a fini par reconnaître que la promesse de mise en ligne aurait coûté plusieurs millions d'euros et que ce renoncement était donc aussi financier. Franceinfo 15 janvier 2020

LVOG - L'Etat policier va pouvoir garnir ses fichiers, quelle bonne idée !

Ce qui est étonnant, c'est pourquoi personne ne passe à l'acte.

- De peur de "tuer son supérieur", un salarié et délégué syndical FO se suicide près de Nancy - Yahoo Finance France 14 janvier 2020

Me Didier Grandhaye, l'avocat de la mère de la victime, à L'Est Républicain. "La police a lu la lettre à ma cliente qui m'en a expliqué la teneur. Dans cette lettre, son fils annonce qu'il se suicide pour ne pas avoir à tuer son supérieur, tellement il n'en peut plus." Yahoo Finance France 14 janvier 2020

LVOG - Il aurait mieux fait de le descendre, bien que ce ne soit pas la solution, mais on peut comprendre, il aurait rendu service à ses collègues. Et puis, peut-être que la peur aurait changé de camp, qui sait, car il doit être loin d'être le seul dans ce cas-là...

Délation et atmosphère délétère en France. "On a des juges à chaque coin de rue avec leur smartphone".

- Pris en photo à son insu pendant une pause, un agent de propreté parisien est licencié - bfmtv.com 14 janvier 2020

Faire un sieste quand le travail est fait, quoi de plus naturel. C'est ce que pensait Adama Cissé, un agent de propreté parisien salarié de la société Polysotis, filiale du groupe Derichebourg. Hélas, pour lui, une passante l'a pris en photo allongé sur le rebord d'une vitrine puis a posté l'image sur Twitter.

Dans un message publié sous un pseudonyme et très peu partagé, cette "parisienne qui a des choses à dire" alerte les médias (BFMTV, RMC, Les GG) et la Mairie de Paris estimant que ses impôts "servent à payer des agents de propreté à roupiller".

Les conséquences ont été rapides et lourde de conséquences, comme le rapporte Le Parisien. Cette publication de cette image sur Twitter a d'abord exposé Adama Cissé à un bashing. Après cela, son employeur l'a licencié pour "faute grave".

Dans sa lettre de licenciement dont Le Parisien a publié des extraits, l'employeur l'accuse d'avoir "été vu allongé sur le rebord d'une vitrine d'un commerce". Il pointe le fait d'avoir "quitté [ses] chaussures de sécurité" et estime que "cette attitude révèle [sa] volonté de [s']assoupir durant [son] service". Polysotis explique que cette situation "a a fait l'objet d'une sévère réclamation de notre client". Le client, en l'occurrence, est la Ville de Paris.

Les services municipaux nient avoir demandé une sanction. Ils confirment avoir prévenu l'employeur de la publication et des "réactions négatives qu'elle suscite" voulant être tenus au courant des suites données à l'affaire.

Le salarié a saisi les prud'hommes. Il explique que son équipe était en avance et que le chauffeur a décidé de faire une pause. "C'est lui qui décide quand on repart", se défend Adama Cissé signalant même que la tournée a été finie "à l'heure". Quant aux chaussures enlevées, il s'agit des suites d'une fracture qui lui provoquent des douleurs. Un certificat médical confirme ces déclarations. L'audience se tient ce mardi, à Créteil (Val-de-Marne).

"Pour nous cette photo, une photo volée, n'est pas acceptable comme justification d'un licenciement pour faute grave", a résumé Joachim Scavello, l'avocat d'Adama Cissé.

En septembre 2018, cet employé d'une filiale de Derichebourg avait fait une pause, prévue dans son contrat, pendant une tournée de collecte des déchets des poubelles de rues à Paris, son travail depuis 2011.

Sur le plateau télévisé comme à l'audience, l'ancien agent de propreté de 37 ans s'est dit choqué par la diffusion du cliché à son insu. "La personne qui a pris la photo n'a pas cherché à comprendre ce qui se passait, elle ne s'est pas préoccupée de ma santé, ça ne se fait pas", a-t-il déclaré.

"Aujourd'hui, on a des juges à chaque coin de rue avec leur smartphone, prêts à juger n'importe qui", a-t-il soulevé

En conséquence, l'avocat demande des compensations financières et l'annulation du licenciement pour faute grave. bfmtv.com 14 janvier 2020

Néocolonialisme, militarisation, pillage et allégeance.

- Sahel : Macron annonce l'envoi de 220 soldats supplémentaires - LePoint.fr 13.01

Un mois après avoir menacé de retirer les troupes françaises de la région dans un contexte de sentiment anti-français, Emmanuel Macron a estimé avoir obtenu la "clarification" nécessaire de ses partenaires qui dans une déclaration commune expriment le souhait de voir se poursuivre l'opération Barkhane.

Le président de la République qui va renforcer la force Barkhane s'est indigné des discours anti-français portés par des "puissances étrangères".

"Si les Américains décidaient de se retirer d'Afrique, ce serait une mauvaise nouvelle pour nous", a reconnu Emmanuel Macron LePoint.fr 13.01

- Sahel : Emmanuel Macron dénonce des "puissances étrangères" qui alimentent un discours antifrçais - Franceinfo 14 janvier 2020

"Les discours que j'ai pu entendre ces dernières semaines sont indignes (...) parce qu'ils servent d'autres intérêts, soit ceux des groupements terroristes (...), soit ceux d'autres puissances étrangères qui veulent simplement voir les Européens plus loin, parce qu'elles ont leur propre agenda, un agenda de mercenaires", a dénoncé le président français. Il a affirmé que "l'armée française" se trouvait au Sahel "pour la sécurité et la stabilité", pas pour "d'autres intérêts".

"J'entends beaucoup de gens qui disent tout et n'importe quoi. Demandez-vous par qui ils sont payés, demandez-vous quels intérêts ils servent. Moi, j'ai mon idée", a répondu Emmanuel Macron à un journaliste malien.

"Nous soupçonnons les Russes d'encourager le sentiment antifrçais" dans la bande sahélo-saharienne, confiait récemment à l'AFP un haut gradé français.

Comme l'expliquait franceinfo Afrique le 21 novembre dernier, le "discours antifrçais", que dénonce Emmanuel Macron, est notamment porté au Mali par un Groupe des patriotes du Mali. Celle-ci est "une association de la société civile dont on ignore la représentativité". Et dont la page Facebook affiche une photo de... Vladimir Poutine.

La même page renvoie sur une vidéo (tirée du site sahelien.com) rendant compte d'une manifestation organisée le 10 janvier place de l'Indépendance à Bamako. Les manifestants étaient au nombre de 900, selon la police, et de "plusieurs milliers", selon les organisateurs, rapporte l'AFP. Des députés du Rassemblement pour le Mali (RPM), le parti du président malien Ibrahim Boubacar Keïta, y ont pris part ainsi que le président de la formation d'opposition SADI. Dans le défilé, on pouvait voir inscrits des slogans du genre : "A bas la France", "France, dégage" (allusion probable au slogan de la révolution tunisienne en 2011), selon la vidéo. La politique de la France au Mali est "une politique digne de l'impérialisme : diviser pour mieux régner, diviser pour mieux piller", y explique un manifestant.

A l'automne 2019, quelques mois après la conclusion d'un modeste accord de coopération militaire entre le Mali et la Russie, une petite équipe de Wagner a séjourné à Bamako, a appris l'AFP auprès de deux sources sécuritaires distinctes en Afrique de l'Ouest. Selon l'une de ces sources basée au Sahel, la décision d'implanter une unité Wagner au Mali avait été entérinée lors du premier sommet Russie-Afrique à Sotchi, en octobre 2019.

Ce groupe, avec qui Moscou dément tout lien, fournit des services de maintenance d'équipements militaires, entre autres activités. Ils ont été aperçus ailleurs en Afrique : en Libye, on les dit alliés au maréchal Haftar. Dans le nord du Mozambique, ils combattraient avec l'armée une rébellion jihadiste et des médias occidentaux ont fait état d'une présence à Madagascar et au Soudan.

Comme l'expliquait franceinfo Afrique le 10 décembre, la Russie n'arrive pas au Mali en terre inconnue. "Déjà, à l'époque de la Guerre froide, ce qu'on appelait alors l'Union soviétique entretenait des liens étroits avec Bamako. Dès son indépendance en 1961, l'ancienne colonie française se tourne vers le 'camp du socialisme' et conclut des accords de coopération avec l'URSS, qui se met à équiper les forces armées maliennes. Moscou, qui a également signé un accord de coopération avec le Burkina voisin en août 2018 et doit également lui livrer deux hélicoptères, met ainsi un petit pied dans la porte en Afrique de l'Ouest francophone, dont il était quasi-absent jusqu'ici." Franceinfo 14 janvier 2020

- G5-Sahel: un contre-sommet à Pô au Burkina Faso pour dénoncer "le chantage de la France" - Franceinfo 14 janvier 2020

La ville de Pô, dans le centre-sud du Burkina Faso, est connue pour abriter un important centre d'entraînement para-commando. C'est de là qu'était partie la révolution dirigée par le capitaine Thomas Sankara en 1983. Et c'est depuis ce lieu symbolique que plusieurs organisations de la société civile ouest-africaine se sont retrouvées ce lundi 13 janvier pour le Sommet des peuples africains. "Le paternalisme, la duperie et le chantage"

Alors que les caméras du monde entier étaient braquées sur la ville de Pau, dans le sud de la France, où les présidents de cinq pays sahéliens étaient réunis autour du chef de l'Etat français, quelque 150 représentants d'organisations syndicales, de partis politiques, des universitaires et des artistes venus de différents pays de l'Afrique de l'Ouest ont dénoncé les conditions actuelles de la coopération entre Paris et les pays du G5-Sahel, marquées par "le paternalisme, la duperie et le chantage".

"Le chantage de la France consiste à dire : 'Si on s'en va, vous allez périr. Vous allez disparaître.' Nous, on a envie de dire : 'Est-ce qu'il faut continuer à déléguer nos responsabilités ? Serge Bayala, Comité international Mémorial Sankara.

Officiellement, les chefs d'Etat de Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad ont exprimé le souhait des voir la France poursuivre son engagement militaire au Sahel. Le sommet de Pau va-t-il, pour autant, renforcer la légitimité contestée des militaires français déployés au

Sahel ? Le sentiment anti-français ne va pas disparaître comme par enchantement, analyse Le Pays, journal du Burkina Faso. Franceinfo 14 janvier 2020

En complément.

Vos mercenaires messieurs Sarkozy, Hollande, Macron...

- 735 jihadistes français se trouvent toujours en zone irako-syrienne - Franceinfo 16 janvier 2020

C'est mieux payé que le SMIC ou le RSA.

- Libye : 2 000 dollars par mois et nationalité turque pour les mercenaires syriens - Franceinfo 16.01

Entre 1 500 et 2 000 combattants syriens auraient rejoint la Libye depuis la Turquie, contre salaire, frais médicaux et nationalité. Franceinfo 16.01

Dossier climat.

Totalitarisme. Ils vous préparent à un avenir "radicalement pire" qu'ils auront fabriqué.

- Comment les crises climatiques et les nouvelles technologies vont-elles changer ce que veut dire être humain ? - Les Crises 14 janvier 2020

Source : The Intercept, Murtaza Hussain, 19-10-2019

Bill McKibben, intitulé « Falter : Has the Human Game Begun to Play Itself Out ? » [livre non traduit en français : Vacillement : Le Jeu de la vie humaine a-t-il commencé à toucher le fond ? NdT] McKibben est écologiste, il est écrivain ainsi que le fondateur de 350.org, une organisation militante qui se mobilise pour réduire les émissions de carbone. Son livre propose une analyse sobre et empirique des raisons pour lesquelles l'espèce humaine est sur le point d'atteindre son âge ultime.

L'espèce humaine approche-t-elle de sa fin ? La question elle-même peut sembler exagérée – ou encore comme un retour aux images exaltées sur l'apocalypse. Pourtant, il y a lieu de croire que ces craintes ne sont plus si exagérées. La menace du changement climatique oblige des millions de personnes dans le monde entier à faire face de façon réaliste à un avenir dans lequel leur vie, semble à tout le moins radicalement pire qu'elle ne l'est actuellement.

Le changement climatique est de très loin la plus importante évolution que les humains aient jamais réussi à produire sur cette planète. Il a fondamentalement modifié la chimie de l'atmosphère, augmenté la température de la planète de plus de 1 degré Celsius, fait fondre la moitié de la glace d'été dans l'Arctique et augmenté l'acidité des océans de 30 %. Nous assistons à des incendies de forêt incontrôlables dans le monde entier, ainsi qu'à des niveaux records de sécheresse et d'inondations. Dans certains endroits, les températures moyennes quotidiennes deviennent déjà trop chaudes pour que les êtres humains puissent même seulement travailler pendant la journée. Les Crises 14 janvier 2020

LVOG - La véritable menace : 350.org, une officine du Green New Deal. Un tissu de mensonges ou de contrevérités :

- "Les menaces auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui ne sont pas exagérées. Elles sont réelles, visibles et potentiellement imminentes."
- "De très graves menaces pèsent aujourd'hui sur le jeu de la vie humaine."
- "Il devient déjà difficile de vivre dans de grandes parties de la planète."
- "Les coûts de l'énergie renouvelable sont en chute libre".

Rappel. Causerie du 6 mars 2019 (lire aussi celle du 24 juillet 2019)

- 350.org est une agence du parti démocrate oligarchique américain dirigée par William Ernest "Bill" McKibben. Il fut nommé un des hommes parmi les douze les plus influents en 2009 par le magazine américain Foreign Policy créé en 1970 par Samuel P. Huntington (théoricien de l'affrontement des civilisations - néolibéral). Les éditions en ligne de Foreign Policy dépendent du Washington Post au travers de sa filiale The Slate Group, affilié au groupe Bilderberg. McKibben est un rédacteur régulier du New York Times, affilié également au groupe Bilderberg. (Source : Wikipédia)

Causerie du septembre 2018.

- 350.org, une des principales ONG organisatrices de cet évènement (Debout pour le climat), a été fondée aux États-Unis grâce à l'argent d'une des plus célèbres familles de philanthrocapitalistes, à savoir les Rockefeller, au travers l'une de leurs fondations (le Rockefeller Brothers Fund), et bénéficie encore aujourd'hui de leur soutien. (Source : partage-le.com)

Qui est Bill McKibben, le fondateur de 350.org?
(<http://www.luttedeclasser.org/archives2010/causeries2018.pdf>)

Quelle bande de pingouins !

- Le zoo de Calgary annule sa "Penguin Walk" parce qu'il fait trop froid - Le HuffPost 15 janvier 2020

En raison de températures sous les -30 degrés, mardi 14 janvier, le zoo de Calgary au Canada a décidé d'annuler sa "Penguin Walk", qui fait d'ordinaire le bonheur des visiteurs. Le HuffPost 15 janvier 2020

L'ONU prévoit une météo extrême après une décennie record de chaleur - AFP 16 janvier 2020

Greta Thunberg : Le produit et l'égérie de Davos ou l'oligarchie financière.

- Grève du climat: avant Davos, Greta Thunberg à Lausanne avec des milliers de jeunes - AFP 17 janvier 2020

Greenwashing.

- Microsoft vise une empreinte carbone négative d'ici à 2030 - euronews 17 janvier 2020

Déchaînement de grossières fausses informations sur le nucléaire et les énergies renouvelables.

LVOG - Ce tissu de mensonges a été rédigé par deux députés européens EELV.

- Enfin le nucléaire ne passe pas en Europe! - Le HuffPost 17 janvier 2020

Le 15 janvier 2020, le Parlement européen a adopté une résolution sur le Green Deal sans donner aucun rôle à l'énergie nucléaire. Ce vote traduit une réussite: celle d'avoir laissé à l'écart les lobbyistes pro-nucléaires qui cherchent, à chaque résolution parlementaire sur le changement climatique, à afficher le nucléaire comme une solution d'avenir. Alors qu'il n'en est rien.

Au lieu de massivement investir dans les énergies renouvelables, les industriels font pression pour le statu quo, à grands coups de mensonges et de dissimulations. Le nucléaire nous a toujours été vendu comme produisant l'électricité la moins chère. (Ce qui exact. - LVOG) Mais on découvre petit à petit qu'elle est fortement subventionnée et que les coûts affichés ne prennent pas en compte le démantèlement des centrales ni le stockage des déchets [1].

LVOG - Ce qui est le cas des éoliennes aux subventions et aux coûts faramineux. -

Le nucléaire reste très cher, sans être rentable.

LVOG - Un mensonge éhonté !

Les pays nucléarisés sont les plus grands émetteurs de CO2 au monde (La France prouve justement le contraire - LVOG) parce que les centrales de grande taille conduisent à des surcapacités de long terme, stimulant la consommation d'électricité au lieu de favoriser son utilisation rationnelle. (Argument frauduleux. Autrement dit, en ayant une sous capacités la population sera mécaniquement contrainte de consommer moins, elle ne sera plus en mesure de satisfaire ses besoins élémentaires en électricité. - LVOG) La priorité aujourd'hui restent les économies d'énergies dans le bâtiment, l'industrie, le transport, l'informatique, etc. Le HuffPost 17 janvier 2020

LVOG - Le "etc." concernait votre mode de vie qui devrait forcément régresser.

Le scénario 100% renouvelable est le plus réaliste. En France, selon l'ADEME, y parvenir en 2050 coûterait à peine plus cher que de maintenir le nucléaire. ("A peine", en fait 4 a 5 fois plus cher pour aboutir à une pénurie d'électricité, électricité à un prix prohibitif. - LVOG) Ne nous perdons pas dans de fausses solutions... laissons place aux énergies du futur! (No futur ! - LVOG)

Qui a osé dire qu'on pouvait les arrêter sans renverser le régime en place ?

- Entre 2000 et 2018, il a été installé 35 GW de nucléaire et 497 GW d'éoliennes. En 1996, le nucléaire représentait 17.6% de l'électricité mondiale, en 2017 ce n'est plus que 10.39%. www.worldnuclearreport.org/

L'Afrique pillée, assoiffée, affamée, maltraitée, étanglée, massacrée...

- Maurice, championne de l'optimisation fiscale, ruine ses voisins d'Afrique - Franceinfo

- Les marchands de soif, ou quand la mafia de l'eau fait sa loi - Slate.fr

- L'Afrique se lève contre le trafic de faux médicaments - LePoint.fr

La résistance est mondiale.

- Liban : la contestation entre dans son quatrième mois, des manifestants bloquent les routes - Franceinfo

- La si préoccupante crise politique guinéenne - LePoint.fr

- Trois mois après le début de la crise sociale, le Chili dans l'incertitude - AFP

Ils osent tout.

- Macron réaffirme vouloir réguler les médias face aux fake news - AFP 16.01

... il faut "distinguer ceux qui sont journalistes et ceux qui ne le sont pas", a-t-il déclaré devant quelque 300 représentants des médias. AFP 16.01

LVOG - On devrait plutôt se demander quand est-ce qu'ils le sont et quand est-ce qu'ils ne le sont pas ! Si vous n'avez pas compris ce que cela signifie, réfléchissez un peu, c'est facile à trouver, suivez la piste idéologique.

- Violences policières: Macron demande des "propositions" pour "améliorer la déontologie" - AFP 16.01

LVOG - Puisqu'il continue de les nier, le sujet est clos !

- À quel âge sommes-nous le plus heureux ? - Femmeactuelle.fr 16.01

LVOG - La question connue par excellence. On va y répondre tout de même. Quand on n'a aucune notion du bonheur ou du malheur.

- Genève féminise des panneaux de signalisation - Le HuffPost 17 janvier 2020

LVOG - La silhouette d'une jeune fille aux cheveux longs et en jupe pour qu'on ne la confonde pas avec un horrible mâle, est représentée en train de traverser la chaussée, ridicule et misérable d'en faire un article !

- Le bruit pourrait favoriser les maladies cardiovasculaires - Franceinfo 16.01

LVOG - Non, sans blague ! Si un jour on parvenait au pouvoir, on réorienterait les recherches de millions de chercheurs qui perdent littéralement leur temps, en leur désignant des objets de recherche utiles aux hommes et à la société, à la nature en général.

- Espagne : le nouveau gouvernement augmente les retraites - L'Express.fr 15 janvier 2020

Le gouvernement de Pedro Sanchez a pris un décret augmentant les retraites de 0,9% en 2020. L'Express.fr 15 janvier 2020

LVOG - 0,9%, ah ben voilà, c'est merveilleux, il est socialiste !

- L'Espagne aura besoin de "millions et de millions de migrants" dans les prochaines années, estime un ministre espagnol - Franceinfo 16.01

LVOG - Qu'ils commencent par donner du travail aux millions de chômeurs et de travailleurs à temps partiel forcé...

- Human Rights Watch dénonce une offensive mondiale inédite de Pékin contre les droits humains
- AFP 16.01

LVOG - Human Rights Watch, lire ses faits d'armes dans Wikipédia, cela se passe de commentaires, en 2010 cette officine était financée par un certain George Soros, 100 millions de dollars...

Pendant que Washington enclenche un cran supérieur pour lutter en faveur des "droits humains chers à HRW".

- Les USA vont faciliter les exportations d'armes à feu - Reuters 18 janvier 2020

Les fabricants américains d'armes à feu pourront d'ici quelques jours exporter plus facilement leurs produits, y compris des fusils d'assaut et leurs munitions, à la suite d'un changement de règles annoncé vendredi par l'administration de Donald Trump.

Cette évolution, envisagée depuis plus de 10 ans, consiste à transférer officiellement la supervision des exportations commerciales d'armes à feu du département d'Etat au département du Commerce, où les autorisations seront plus faciles à obtenir.

La National Shooting Sports Foundation estime que cette réforme, qui devrait être publiée dans les jours à venir au Journal officiel des Etats-Unis, pourrait entraîner jusqu'à 20% de hausse des ventes d'armes américaines à l'étranger. Reuters 18 janvier 2020

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Otan

- L'Otan au secours de Taïwan - Réseau Voltaire 14 janvier 2020

Dans le contexte de l'extension de l'Otan à la région indo-pacifique [1], l'Organisation considère l'opposition politique à Hong Kong comme une opportunité et la présidente taïwanaise, Tsai Ing-wen, comme une alliée de choix.

En 1989, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni avaient soutenu une tentative de coup d'État de Zhao Ziyang [2]. Sur la place Tiananmen le célèbre agent de l'Otan, Gene Sharp, dirigeait les opérations qui tournèrent à l'affrontement et au massacre [3]. Réagissant à cet échec, ces trois puissances exfiltrèrent environ 400 disciples de Zhao Ziyang vers Hong Kong qui était alors une colonie britannique, ce fut l'opération « Yellow Bird » [4]. Identiquement, les manifestations puis les émeutes qui viennent de secouer Hong Kong devenue chinoise ont été organisées par l'ancien réseau de Yellow Bird. Là aussi, vu l'échec, les trois puissances ont commencé à exfiltrer les meneurs vers Taïwan.

La présidente taïwanaise, Tsai Ing-wen, —réélue le 11 janvier 2020 pour un second mandat— souhaite dénoncer le compromis de 1992 (« un pays, mais deux systèmes ») et proclamer l'indépendance de son pays par rapport à la Chine continentale. Elle a déclaré une « guerre de l'information » et a fait adopter l'année dernière une loi pénalisant les personnes relayant des fakes news d'origine chinoise. Elle considère les troubles à Hong Kong comme une justification de sa position et accorde donc l'asile aux meneurs en fuite.

L'ancien secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen [5], considère qu'après les États-Unis en 2016 et la France en 2017 face aux fakes news russes, Taïwan sera le prochain pays touché par les fake news chinoises. C'est donc sur ce front extrême-oriental qu'il faut défendre la démocratie face à l'autoritarisme.

L'Allemagne et la France sont déjà disposées à soutenir militairement Taïwan face à la Chine.

[1] « L'Otan souhaite devenir l'Alliance atlantico-pacifique », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 10 décembre 2019.

[2] « Tienanmen, 20 ans après », par Domenico Losurdo, Traduction Marie-Ange Patrizio, Réseau Voltaire, 9 juin 2009.

[3] « L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 juin 2007.

[4] Opération Yellow Bird, Sophie Lepault, Film de 62 minutes, Illégitime Défense.

[5] « Taiwan – nächste Frontlinie im Kampf gegen Chinas Machtgelüste », Anders Fogh Rasmussen, Die Welt, Januar 8, 2020. Réseau Voltaire 14 janvier 2020

Onu

- L'Onu suspend le droit de vote de 7 États - Réseau Voltaire 13 janvier 2020

En application de la règle adoptée en octobre 2019 par l'Assemblée générale, les Nations unies ont suspendu le droit de vote de sept de leurs membres et s'appêtent à en sanctionner trois autres :

- Comores (à la fin de la 74ème session de l'Assemblée générale)
- Gambie (dès à présent)
- Lesotho (dès à présent)
- Liban (dès à présent)
- République bolivarienne du Venezuela (dès à présent)
- République centrafricaine (dès à présent)
- Sao Tome et Principe (à la fin de la 74ème session de l'Assemblée générale)
- Somalie (à la fin de la 74ème session de l'Assemblée générale)
- Tonga (dès à présent)
- Yémen (dès à présent)

Aucun de ces membres n'est à jour de ses cotisations.

Cependant, plusieurs de ces États ne peuvent matériellement pas régler leur cotisation du fait de sanctions bancaires unilatérales des États-Unis. Réseau Voltaire 13 janvier 2020

Russie

- Poutine annonce une révision de la Constitution et nomme un nouveau Premier ministre - AFP 16 janvier 2020

Vladimir Poutine a proposé mercredi une révision de la Constitution et nommé un nouveau Premier ministre, des annonces qui ont relancé les conjectures sur la préparation de son avenir politique après la fin en 2024 de son dernier mandat de président.

M. Poutine a choisi comme remplaçant à Dmitri Medvedev, son fidèle chef de gouvernement, un personnage de l'ombre: Mikhaïl Michoustine, 53 ans, le patron du fisc russe.

La chambre basse du Parlement, la Douma, examinera jeudi cette candidature, selon les agences russes.

A la tête du Service fédéral des impôts depuis 2010, M. Michoustine, homme chauve au visage épais, s'est forgé la réputation d'être un haut fonctionnaire efficace. Il a mis en place "le meilleur système de collecte d'impôts au monde", selon la télévision d'Etat Rossiya-24.

Ce choix a été annoncé juste après l'annonce surprise de la démission du gouvernement, dans la foulée d'un discours du président russe annonçant des réformes constitutionnelles.

Ces annonces ont pris de court l'ensemble de la classe politique et des médias russes. Elles sont perçues comme visant à baliser le terrain avant 2024, date de la fin du mandat actuel de Vladimir Poutine qui, en l'état actuel de la législation n'a pas le droit de se représenter.

La politologue Ekaterina Schulmann évoque une "figure neutre" au sujet du futur Premier ministre, qui sera selon elle dans un rôle d'exécutant. "Il est trop tôt pour (faire émerger) un héritier", dit-elle.

Les annonces de mercredi sont néanmoins interprétées par les analystes comme par les opposants comme la preuve que le président organise l'après 2024.

Peu avant ces annonces choc, le chef de l'Etat avait dit voir "clairement émerger une demande de changement au sein de la société", lors de son discours annuel devant le Parlement et les élites politiques du pays.

Dans cette allocution, M. Poutine a proposé de soumettre au vote des Russes des réformes de la Constitution devant renforcer les pouvoirs du Parlement, tout en préservant le caractère présidentiel du système. Il s'agit de la première révision de la loi fondamentale depuis son adoption en 1993.

"Le président, bien sûr, gardera le droit de fixer les missions et les priorités du gouvernement", a-t-il prévenu, mais il a jugé la Russie assez "mûre" pour introduire une dose de parlementarisme.

M. Medvedev, qui devrait devenir vice-président du Conseil de sécurité russe, a expliqué son départ par la nécessité de donner au président "les moyens de prendre toutes les mesures qui s'imposent".

Son départ intervient alors que sa popularité stagne à moins de 30% - contre près de 70% pour M. Poutine - sur fond d'anémie économique et de niveau de vie en baisse.

Le Kremlin a fait aussi face cet été au plus grand mouvement de contestation, vivement réprimé, depuis le retour en 2012 de Vladimir Poutine à la présidence. Les candidats du pouvoir ont essuyé dans la foulée un camouflet aux élections locales à Moscou.

Le Premier ministre démissionnaire est un proche parmi les proches du chef de l'Etat. Il a même occupé de 2008 à 2012 les fonctions de président, Vladimir Poutine ayant dû céder la place et prendre la tête du gouvernement pour respecter la limite de deux mandats présidentiels consécutifs, fixée par la Constitution. En 2012, les deux hommes ont de nouveau permuté.

Les propositions de réformes exposées par M. Poutine visent aussi à renforcer les gouverneurs régionaux, à interdire aux membres du gouvernement et aux juges de disposer d'un permis de

séjour à l'étranger et à obliger tout candidat à la présidentielle à avoir vécu les 25 dernières années en Russie.

Le chef de l'Etat conservera le droit de limoger tout membre du gouvernement et nommera les chefs de toutes les structures sécuritaires.

Il a également proposé de renforcer les pouvoirs du Conseil d'Etat, une institution consultative composée de divers responsables nationaux et régionaux, et de placer la Constitution russe au dessus du droit international dans la hiérarchie des normes. AFP 16 janvier 2020

- Poutine propose un référendum sur une série de réformes constitutionnelles - AFP 15 janvier 2020

"Je juge nécessaire de soumettre au vote des citoyens du pays l'ensemble des révisions de la Constitution proposées", a-t-il déclaré dans son allocution annuelle devant les membres du Parlement et les élites politiques, sans pour autant préciser le calendrier.

Sans apporter de précisions, M. Poutine a aussi évoquée la question d'un changement de l'article qui limite le nombre des mandats présidentiels "à deux mandats successifs". AFP 15 janvier 2020

Japon

- Le Japon soutient le Myanmar face aux accusations de génocide - Réseau Voltaire 15 janvier 2020

Le camp occidental vient de se fracturer face au Myanmar. Après l'Inde, le Japon lui aussi soutient qu'il n'y a pas de génocide des Rohingyas, mais seulement une répression du terrorisme du « Mouvement pour la Foi » dit aussi « Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan ».

L'ambassadeur du Japon au Myanmar, Ichiro Maruyama, donnant une conférence de presse à Yangon (ex-Rangoun) le 26 décembre 2019, a mis les points sur les i. Son gouvernement croit fermement qu'il n'y a pas de génocide en Birmanie, mais une attaque jihadiste. Il espère donc que la Cour internationale de justice ne prendra pas de mesures conservatoires après la déposition d'Aung San Suu Kyi [1].

La prix Nobel de la paix 1991 et conseillère spéciale du Myanmar depuis 2016 a fait l'objet d'une campagne internationale de dénigrement depuis l'exode des Rohingyas en 2017. Le soutien dont elle bénéficie en Chine était interprété dans le contexte des rivalités sino-US. Celui de l'Inde l'était en fonction de la politique hindutva de Narendra Modi.

L'« Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan » est une organisation djihadistes, dont le siège est à La Mecque (Arabie saoudite). Elle est soutenue par l'Organisation islamique mondiale et armée par le Pentagone [2].

[1] "Aung San Suu Kyi before the International Court of Justice" ; "Closing remarks by Aung San Suu Kyi before the International Court of Justice", by Aung San Suu Kyi, Voltaire Network, 11 and 12 December 2019.

[2] « L'islam politique contre la Chine », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 3 octobre 2017. Réseau Voltaire 15 janvier 2020

ECONOMIE

Etats-Unis.

- Nouveaux records à Wall Street où les technologiques flambent - Reuters 14 janvier 2020

Alors que la saison des résultats financiers est imminente, les marchés anticipent aussi des annonces solides.

D'après l'agence Bloomberg, le département américain du Trésor, dans son prochain rapport semestriel, devrait en outre cesser de considérer la Chine comme un Etat manipulant sa devise.

Les investisseurs attendent les résultats des grandes banques JP Morgan Chase, Citigroup et Wells Fargo, qui vont lancer mardi la saison des résultats pour le quatrième trimestre 2019.

De nombreux investisseurs tablent déjà sur des prévisions potentiellement relevées du fait de cet apaisement entre Washington et Pékin.

Aux valeurs, les technologiques comme Apple, Facebook, Netflix, Microsoft et Amazon.com ont été parmi les principaux acteurs de cette nouvelle séance de hausse.

Alphabet, qui possède Google, a fini sur un gain de 0,8%, et sa capitalisation boursière se rapproche de la barre des 1.000 milliards de dollars (993 milliards). Reuters 14 janvier 2020

Matière première. Le rhodium.

- Le rhodium devient le métal le plus cher au monde - capital.fr 16 janvier 2020

Son prix a été multiplié par douze ces quatre dernières années : il s'échange à désormais plus de 8.000 dollars l'once, soit environ 7.175 euros.

Inconnu du grand public, le rhodium est notamment utilisé dans l'industrie automobile : avec le palladium et le platine, on les retrouve dans les convertisseurs catalytiques, qui font partie des systèmes permettant de réduire les émissions de gaz toxiques des pots d'échappement.

Avec les nouvelles normes antipollution, la demande en rhodium a explosé ces dernières années, provoquant une hausse des prix.

Selon le média américain, la valeur du rhodium pourrait dépasser les 10.000 dollars (environ 8.970 euros) dans les mois à venir. Et ce alors qu'il est plus difficile d'investir dans ce métal, qui ne s'échange pas sur les bourses et qui est produit en faible quantité (20 tonnes en 2010), que dans l'or ou l'argent. capital.fr 16 janvier 2020